

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE 2019

16 septembre 2019

PROPOSITION DE LOI

**modifiant le titre préliminaire du Code
de procédure pénale en ce qui concerne
la constitution de partie civile**

(déposée par Mme Katja Gabriëls,
M. Egbert Lachaert
et Mme Goedele Liekens)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

BUITENGEWONE ZITTING 2019

16 september 2019

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de voorafgaande titel
van het Wetboek van strafvordering
wat de burgerlijke partijstelling betreft**

(ingediend door mevrouw Katja Gabriëls,
de heer Egbert Lachaert
en mevrouw Goedele Liekens)

RÉSUMÉ

Cette proposition de loi permet à une victime d'une infraction de se constituer partie civile pour la première fois en degré d'appel. Elle pourra ainsi encore demander au juge d'instruction d'avoir accès au dossier pénal, demander des actes d'instruction complémentaires ou prétendre à une indemnisation ou une réparation.

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel maakt het voor een slachtoffer van een misdrijf mogelijk om zich voor het eerst in graad van hoger beroep burgerlijke partij te stellen. Zo kan hij alsnog aan de onderzoeksrechter vragen inzage te krijgen in het strafdossier, vragen om bijkomende onderzoekshandelingen, of aanspraak maken op schadevergoeding of -herstel.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend le texte de la proposition DOC 54 0459/001.

Se constituer partie civile permet d'en tirer un certain nombre de droits. Il est ainsi possible de demander au juge d'instruction d'avoir accès au dossier pénal ou de poser des actes d'instruction complémentaires, on peut prétendre à une indemnisation et/ou à une réparation et l'on peut également exercer un certain nombre de droits durant l'exécution de la peine.

À l'heure actuelle, plusieurs possibilités s'offrent à la personne qui veut se constituer partie civile. En premier lieu, elle peut déjà se constituer partie civile au cours de la phase de l'instruction. C'est possible de diverses manières: si aucune instruction n'est en cours, on peut, d'une part, déposer plainte avec constitution de partie civile auprès du juge d'instruction. On peut le faire en personne ou par l'entremise de son avocat.

D'autre part, lorsqu'une instruction est effectivement en cours, il est possible de se constituer partie civile – de nouveau en personne ou par l'intermédiaire de son avocat – par une simple déclaration devant le juge d'instruction ou à l'issue de l'instruction, lorsque l'affaire est examinée par la chambre du conseil ou la chambre des mises en accusation.

Il est également possible de se constituer partie civile au cours de l'audience du tribunal (correctionnel ou de police) en première instance au moyen d'une simple déclaration (en personne ou par l'intermédiaire de l'avocat).

En revanche, il n'est pas possible pour une victime de se constituer partie civile pour la première fois en degré d'appel. On peut toutefois imaginer plusieurs situations où cette possibilité serait utile.

Nous songeons, à titre d'exemple, à des affaires liées à des faits de mœurs au sein de la famille ou à des cas de violence intrafamiliale. Il est souvent difficile pour une victime de cette catégorie d'infractions de se constituer partie civile "contre" une personne aux côtés de laquelle elle a peut-être vécu des années durant, avec laquelle elle a des enfants ou dont elle partage l'existence... À cela s'ajoute encore que l'on peut se sentir intimidé par les circonstances, par les agissements de l'auteur,

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt de tekst over van voorstel DOC 54 0459/001.

Wie zich burgerlijke partij stelt, kan daar een aantal rechten aan ontlelen. Zo kan men aan de onderzoeksrechter vragen inzage te krijgen in het strafdossier of om bijkomende onderzoekshandelingen te stellen, kan men aanspraak maken op schadevergoeding en/of –herstel en kan men ook tijdens de strafuitvoering een aantal rechten uitoefenen.

Momenteel zijn er verschillende mogelijkheden wanneer iemand zich burgerlijke partij wil stellen. Men kan zich in eerste instantie al tijdens de onderzoeksfase burgerlijke partij stellen. Dat kan op diverse manieren: als er geen gerechtelijk onderzoek gaande is, kan men enerzijds klacht met burgerlijke partijstelling neerleggen bij de onderzoeksrechter. Men kan dit doen in persoon of via zijn advocaat.

Anderzijds is er de situatie waar er wel een gerechtelijk onderzoek aan de gang is. In dat geval kan men zich – opnieuw in persoon of via zijn advocaat – burgerlijke partij stellen via een eenvoudige verklaring voor de onderzoeksrechter of kan men dit doen op het einde van het gerechtelijk onderzoek, op het moment dat de zaak door de raadkamer of kamer van inbeschuldigingstelling wordt behandeld.

Ook de mogelijkheid om zich tijdens de zitting van de (correctionele of politie-) rechtbank in eerste aanleg door middel van een eenvoudige verklaring (in persoon of via de advocaat) burgerlijke partij te stellen, bestaat.

Wat echter niet bestaat, is de mogelijkheid voor een slachtoffer om zich voor het eerst in graad van hoger beroep burgerlijke partij te stellen. Nochtans zijn er een aantal situaties denkbaar waar deze mogelijkheid zijn nut zou hebben.

Men kan bij wijze van voorbeeld denken aan zaken die gerelateerd zijn aan zedenfeiten binnen het gezin of intrafamiliaal geweld. Niet zelden ligt het moeilijk bij een slachtoffer van deze categorie misdrijven om zich burgerlijke partij te stellen "tegen" iemand waar ze misschien jaren mee hebben samengeleefd, kinderen hebben, een leven delen... Daarbij komt nog dat men zich geïntimideerd kan voelen door de omstandigheden, door de gedragingen van de dader of zelfs door

voire par la confrontation avec la justice, de sorte que dans un premier temps, on souhaite éviter au maximum d'être impliqué dans l'affaire.

Il arrive souvent que par la suite, lorsque l'auteur a été effectivement condamné et se pourvoit en appel ou lorsque le ministère public fait appel de la non-condamnation, l'on prenne conscience qu'en tant que victime, on est en partie abandonné à son sort lorsqu'on ne s'est pas constitué partie civile. Malheureusement, dans l'état actuel de notre législation, "par la suite" signifie souvent "trop tard". En effet, comme on l'a dit, il n'est pas possible de se constituer partie civile pour la première fois lorsqu'une affaire est examinée en appel.

Il peut également arriver qu'une personne non impliquée dans l'affaire en première instance ne se sente victime que du fait du jugement qui a été rendu à ce moment-là. Ainsi, quelqu'un dont la réputation est lésée par une décision ne pourra malgré tout pas se constituer partie civile pendant l'examen de l'affaire en appel. Il en va de même de celui qui n'a vent de l'affaire qu'après que celle-ci a été examinée en première instance.

On justifie généralement cette impossibilité de se constituer partie civile pour la première fois dans la phase d'appel en disant que cela reviendrait, dans le cas contraire, à violer les droits de la défense en privant pour ainsi dire le suspect d'un degré de juridiction.

Il ne faut toutefois pas non plus oublier que les victimes ont également des droits et qu'elles se trouvent souvent dans une position très vulnérable vis-à-vis de l'auteur. C'est parce nous nous préoccupons sincèrement de ces victimes que la présente proposition de loi entend inscrire la possibilité de se constituer également partie civile pour la première fois au cours de la phase d'appel. Cette mesure s'inscrit naturellement aussi dans le cadre de l'attention accrue accordée par la société aux droits des victimes et dans la lignée d'autres initiatives législatives en ce sens.

L'article 4 du titre préliminaire du Code de procédure pénale règle l'introduction de l'action civile devant les juridictions pénales. Il découle des dispositions de cet article que lorsqu'une partie civile n'a pas intenté l'action civile en dommages-intérêts à la suite d'une infraction au même moment et devant le même juge que l'action publique, elle ne peut le faire que selon les modalités prévues à l'article 4, alinéa 3, du titre préliminaire du Code de procédure pénale, plus particulièrement sur requête déposée au greffe en autant d'exemplaires qu'il y a de parties en cause. Tout ceci ne s'applique qu'au degré

de confrontation met justitie, waardoor men met de zaak aanvankelijk zo weinig mogelijk te maken wil hebben.

Vaak komt pas later, wanneer de dader daadwerkelijk veroordeeld is en in beroep gaat of wanneer het openbaar ministerie in beroep gaat tegen het niet veroordelen, het besef dat men als slachtoffer minstens voor een deel in de kou blijft staan wanneer men zich geen burgerlijke partij heeft gesteld. Jammer genoeg betekent in de huidige stand van onze wetgeving "later" meteen ook "te laat". Men kan zich zoals gezegd immers niet voor de eerste keer burgerlijke partij stellen wanneer een zaak in beroep behandeld wordt.

Er kunnen zich ook situaties voordoen waar iemand niet betrokken was in de zaak in eerste aanleg, maar waar die persoon zich pas door het vonnis van die aanleg slachtoffer voelt. Iemand wiens reputatie door een uitspraak geschaad wordt, bijvoorbeeld, zal zich toch niet tijdens het behandelen van de zaak in hoger beroep burgerlijke partij kunnen stellen. Hetzelfde geldt voor wie pas na de behandeling in eerste aanleg op de hoogte komt van de zaak.

Deze onmogelijkheid om zich voor het eerst burgerlijke partij te stellen in de fase van hoger beroep wordt doorgaans gerechtvaardigd door te stellen dat dit in het andere geval wel eens erop neer zou kunnen komen dat men de rechten van de verdediging zou schenden door de verdachte als het ware een aanleg te ontnemen.

Men mag toch echter ook niet vergeten dat slachtoffers eveneens rechten hebben en zich vaak in een zeer kwetsbare positie ten overstaan van de dader bevinden. Het is vanuit de oprechte bekommernis voor deze slachtoffers dat dit wetsvoorstel de mogelijkheid wil inschrijven om zich ook in de fase van hoger beroep voor het eerst burgerlijke partij te kunnen stellen. Uiteraard past dit ook in de maatschappelijk toegenomen aandacht voor de rechten van slachtoffers en ligt dit in de lijn van andere wetgevende initiatieven in deze zin.

Artikel 4 van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering regelt de aanhangigmaking van de burgerlijke rechtsvordering voor de strafgerichten. Uit de bepalingen van dit artikel volgt dat wanneer een burgerlijke partij de burgerlijke rechtsvordering tot schadevergoeding uit een misdrijf niet op hetzelfde moment en voor dezelfde rechter als de strafvordering heeft ingesteld, zij dit slechts kan doen op de in artikel 4, derde lid, Vt. Sv. bepaalde wijze, meerbepaald door middel van een ter griffie ingediend verzoekschrift, in zoveel exemplaren als er partijen zijn. Dit alles geldt in eerste aanleg. Het

de première instance. Le but est d'instaurer désormais également cette possibilité en degré d'appel.

is de bedoeling om dat voortaan ook mogelijk te maken in hoger beroep.

Katja GABRIËLS (Open Vld)
Egbert LACHAERT (Open Vld)
Goedele LIEKENS (Open Vld)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

L'article 4, alinéa 4, du titre préliminaire du Code de procédure pénale est complété par une deuxième phrase rédigée comme suit:

“Cette requête peut également être déposée pour la première fois en degré d'appel, si elle ne l'a pas été en première instance.”

27 août 2019

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 4, vierde lid, van de voorafgaande titel van het Wetboek van strafvordering wordt aangevuld met een tweede zin, luidende:

“Dit verzoekschrift kan ook voor het eerst in hoger beroep ingediend worden wanneer dit in eerste aanleg niet gebeurd is.”

27 augustus 2019

Katja GABRIËLS (Open Vld)
Egbert LACHAERT (Open Vld)
Goedeke LIEKENS (Open Vld)